



Lecornu cède et généralise le repas à 1€

Initialement obtenu par l'UNEF en 2020 pendant la crise sanitaire du covid-19, le repas à 1€ répondait alors à une situation d'urgence : l'explosion, alors surmédiatisée, de la précarité étudiante avaient plongé des milliers d'étudiants dans la détresse alimentaire. Cette mesure permet d'accéder à deux repas par jour pour le prix de 1€. En 2021, le gouvernement décide de le restreindre aux étudiant·e·s boursier·e·s uniquement. L'UNEF n'a cessé depuis 2021 de revendiquer sa pérennisation et son extension à tou·te·s les étudiant·e·s, consciente que la précarité étudiante ne s'arrêterait pas avec la fin de la crise sanitaire.

Une victoire arrachée dans un contexte de précarité toujours plus croissante.

Cinq ans plus tard, l'annonce de la généralisation du repas à 1€ pour tou·te·s intervient dans un contexte où le coût de la vie explose (+31,88% depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir) et où 1 étudiant·e sur deux saute un repas par jour, manque de moyens. Les files d'attentes pour les distributions alimentaires s'allongent, les étudiant·e·s renoncent à se soigner, à se nourrir correctement, où à trouver un logement décent, à faute de cette précarité grandissante, et se salarient donc pour pouvoir boucler les fins de mois, alors que c'est la première cause d'échec à l'université. Pendant ce temps, les aides sociales stagnent voire diminuent, et restent toujours largement insuffisantes.

Dans ce contexte, la généralisation du repas à 1€ pour tous les étudiant·e·s est une nécessité, afin de pouvoir permettre aux étudiant·e·s de se nourrir de manière saine et à tarification sociale, deux fois par jours, condition indispensable pour la réussite universitaire. L'obtention de cette revendication historique de l'UNEF est le fruit de la mobilisation du milieu étudiant.

Nécessité d'un réinvestissement massif pour une mise en place pérenne.

Cependant, cette victoire intervient dans un contexte où le réseau des œuvres étouffe sous les coupures budgétaires, où des centaines de milliers d'étudiant·e·s risquent de perdre leurs APL, où le coût de la vie continue d'augmenter, et où le gouvernement opère de façon systématique un déni de démocratie flagrant. Les CROUS manquent cruellement de personnel, les infrastructures de restauration sont vieillissantes et insuffisantes, et les temps d'attente dans les restaurants universitaires découragent déjà de nombreux·ses étudiant·e·s.



Sans moyens supplémentaires, cette mesure risque de rester lettre morte ou de dégrader encore davantage les conditions de travail du personnel des CROUS, déjà en situation de travail précaire.

L'UNEF exige que cette mise en place soit accompagnée des moyens nécessaires pour le réseau des œuvres, soit à minima 90 millions d'euros par an, afin de permettre au réseau des œuvres de construire et rénover des structures de restauration, ainsi que pour l'ouverture de postes pour garantir la faisabilité du repas à 1€ et lutter contre les situations de burn-out chez le personnel du réseau des œuvres. Il n'est pas acceptable que cette avancée se fasse au détriment des conditions de travail des agent·e·s des CROUS, qui sont déjà en sous-effectif chronique.

L'UNEF exige :

- 90 millions d'euros minimum par an pour pérenniser la mise en place du repas à 1€ dans la ligne budgétaire.
- Le maintien des APL pour les étudiant·e·s étranger·ère·s.
- Un réinvestissement massif et à hauteur des besoins dans le réseau des œuvres.
- Une ouverture massive de postes dans le réseau des œuvres afin de répondre aux besoins de ce dernier et d'améliorer les conditions de travail du personnel, en première ligne pour servir les étudiant·e·s.
- La sauvegarde du seul service public dédié uniquement aux étudiant·e·s, le CROUS.
- Une réforme d'urgence du système de bourses sur critères sociaux, et la mise en place d'une Allocation d'autonomie pour tous les étudiant·e·s.